

ALTERNATIVES ECONOMIQUES

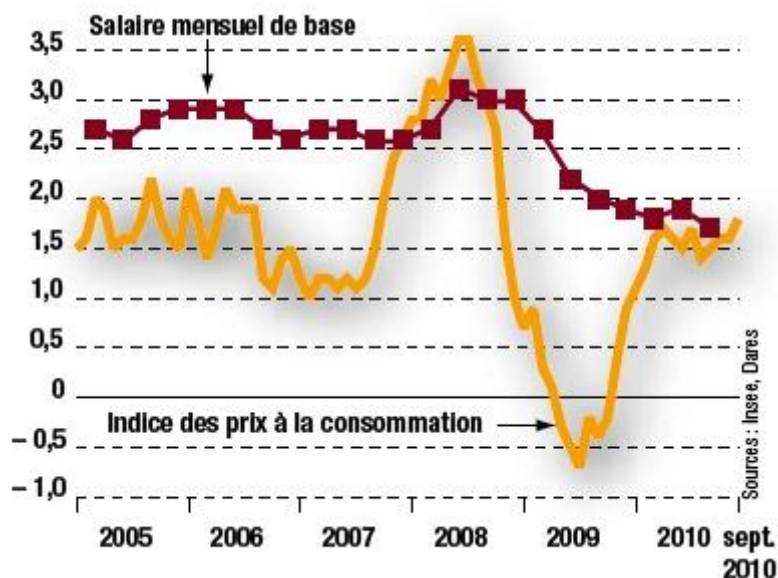
MENACES SUR LE POUVOIR D'ACHAT

Le retour de l'inflation menace de gripper le moteur de la reprise. Jusqu'ici, c'est en effet la demande intérieure qui avait porté l'activité, mais ce pilier risque de faire défaut en 2011. En cause, la remontée des prix qui, bien que d'ampleur limitée, va rogner le pouvoir d'achat.

Si la récession a été moins sévère en France que dans la plupart des autres pays développés, c'est principalement grâce à la bonne tenue de la consommation des ménages. En 2009, la baisse des prix et certaines mesures du plan de relance avaient permis à la demande intérieure de faire de la résistance. Un effet qui s'était encore prolongé, de façon atténuée, en 2010. Mais les consommateurs français ne pourront plus compter sur ces deux soutiens en 2011.

La disparition de la prime à la casse, le 1er janvier dernier, va affecter les dépenses des Français. Instaurée depuis le début de l'année 2009, cette mesure a dopé les ventes d'automobiles en poussant les ménages à anticiper leurs projets d'achat. Le contrecoup devrait être significatif: l'Insee prévoit une baisse de 1,2% de la consommation en produits manufacturés au premier trimestre 2011.

Mais surtout, les prix à la consommation sont repartis à la hausse: + 1,8% entre décembre 2010 et décembre 2009, alors qu'ils avaient quasiment stagné l'année précédente. Cette inflation est en grande partie importée. Elle s'explique en effet par une flambée des prix de l'énergie, notamment du pétrole. Si l'on ne prend pas en compte les tarifs publics (électricité, gaz, tabac), ni les prix les plus volatils (énergie, produits frais), l'augmentation est beaucoup plus limitée. Cette inflation "sous-jacente", comme l'appellent les économistes, a même diminué en moyenne annuelle entre 2009 et 2010, passant de 1,8% à 1,1%.



En situation de surcapacités, les entreprises hexagonales jouent en effet la carte de la compétitivité-prix pour regagner des parts de marché. Or, dans un contexte où leurs marges sont affaiblies et le chômage aggravé, cela se traduit par de fortes pressions sur les salaires: ces derniers, qui progressaient encore au rythme de 3,5% par an début 2009, n'augmentaient plus en moyenne que de 1,8% par an au troisième trimestre 2010. En termes réels, c'est-à-dire en prenant en compte l'inflation, le ralentissement est net: + 0,6% en 2010, après 2,8% en 2009.

Pris en étau entre des prix à la pompe qui grimpent et des salaires à la diète, le pouvoir d'achat des ménages est doublement malmené. Et les perspectives pour 2011 ne sont guère encourageantes: les prix devraient continuer à augmenter, la flambée des cours des matières premières n'ayant pas encore été entièrement répercutée sur les étals. Quant aux salaires réels, ils ne devraient croître que de 0,2% au premier et au deuxième trimestres 2011, selon l'Insee.

Les Français vont-ils puiser dans leur épargne pour maintenir leur consommation? Ils auraient des marges de manoeuvre pour le faire: à 16%, leur taux d'épargne est très élevé, au-dessus de la moyenne des vingt dernières années. Mais ce niveau devrait se maintenir au moins jusqu'au second semestre 2011, selon l'Insee. L'évolution du chômage incite en effet les Français à la prudence. Leur moral n'est pas au beau fixe, comme en témoigne la détérioration en décembre de l'indicateur utilisé par l'Insee pour le mesurer. Et ce n'est pas la volonté du gouvernement de réduire de façon sensible les dépenses sociales qui va les tranquilliser.

Laurent Jeanneau
Article Web - 03 février 2011